



Autorisation N°: EAU/AUT/17/0768

La Ministre de l'Environnement,

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment son article 23 ;

Vu la demande du 1<sup>er</sup> septembre 2017 présentée par la société Luxplan S.A., 85-87, parc d'activités Capellen, L-8303 Capellen, au nom de l'Administration Communale de Clervaux, Montée du Château, L-9712 Clervaux, aux fins d'obtenir l'autorisation pour la réalisation des infrastructures d'assainissement dans le cadre du plan d'aménagement particulier « Marbourg » (zone d'activités) à Marnach ;

Vu le dossier de demande, notamment les documents y afférents ;

Vu la proposition de l'Administration de la gestion de l'eau ;

Arrête

L'Administration Communale de Clervaux est autorisée à réaliser les infrastructures d'assainissement dans le cadre du plan d'aménagement particulier « Marbourg » (zone d'activités) à Marnach, selon les conditions suivantes :

Conditions générales

1. Les travaux projetés doivent être réalisés selon les documents annexés, tels qu'ils ont été approuvés.
2. Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans la canalisation publique des eaux ou des substances pouvant provoquer, dans le cours d'eau récepteur ou dans les eaux souterraines, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux, ainsi qu'à compromettre leur conservation et leur écoulement.

En ce qui concerne la gestion des eaux pluviales

3. Les eaux pluviales de toutes les surfaces scellées (toitures, accès garages, etc.) ainsi que toutes les eaux pluviales issues d'un éventuel drainage sont à raccorder au réseau d'eaux pluviales et doivent - sur chaque lot individuel - impérativement passer par une rigole à ciel ouvert jusqu'à la limite de la propriété privée avant de rejoindre le domaine public.
4. Les eaux pluviales doivent être évacuées via une canalisation pour eaux pluviales projetées DN 300 à DN 800 avant le raccordement à la canalisation d'eaux pluviales existante DN 500 dans la rue « Dosberstrooss » se déversant dans le cours d'eau « Hireschbaach ».
5. La présente autorisation est seulement valable à condition que tous les droits de passage soient acquis pour le tracé de l'évacuation des eaux pluviales.
6. L'évacuation et le cas échéant le traitement des eaux de toute future entreprise dans la zone d'activités doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation selon la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.

Bureau:

Adresse postale :  
L-2918 Luxembourg

4, Place de l'Europe  
L-1499 Luxembourg

Tél. : (+352) 247-86824  
Fax : (+352) 40 04 10

#### En ce qui concerne la rétention

7. Le volume minimal de la rétention à ciel ouvert « Bassin AC » est de 176 m<sup>3</sup> équipée d'une ouverture de fuite Ø 127 mm pour un débit de 23 l/s.
8. Le volume minimal de la rétention à ciel ouvert « Bassin Ouvert » sera de 59 m<sup>3</sup> équipée d'une ouverture de fuite Ø 254 mm pour un débit de 85 l/s.
9. Le volume minimal de la rétention fermée « Zone NORD » est de 701 m<sup>3</sup> équipée d'un régulateur de débit à effet vortex (Wirbeldrossel) assurant un débit de fuite de 49 l/s.
10. Le volume minimal de la rétention fermée « Zone SUD » sera de 398 m<sup>3</sup> équipée d'un régulateur de débit à effet vortex (Wirbeldrossel) assurant un débit de fuite de 30 l/s.
11. Les bassins de rétention « Bassin AC » et « Bassin ouvert » sont à équiper d'une vanne de sécurité permettant de retenir les eaux en cas d'incident ainsi que d'une paroi siphonide (pour le débit d'étranglement et le trop-plein) permettant de retenir des matières flottantes.

#### En ce qui concerne la gestion des eaux usées

12. Toutes les eaux ménagères usées doivent être raccordées au réseau des eaux usées pour se brancher à la canalisation pour eaux mixtes de la rue « Dosberstrooss ». L'acheminement des eaux usées vers une station d'épuration biologique existante d'une capacité réservée suffisante devra être garanti.

#### En ce qui concerne la phase chantier

13. Les tonneaux et bidons contenant des produits chimiques doivent être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une cuve. Cette cuve doit être imperméable aux produits stockés et à l'eau et doit avoir une capacité d'au moins la moitié de la capacité totale des produits qu'elle peut contenir. Des matériaux absorbants doivent récupérer d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement. Les matières absorbantes ainsi imprégnées doivent être éliminées en tant que déchets dangereux.
14. Toutes les eaux de fouille ainsi que les eaux de surface souillées par des matières inertes peuvent être évacuées :
  - vers le cours d'eau récepteur, à condition de ne pas contenir des substances polluantes, de respecter une teneur maximale des matières en suspension de 100 mg/l et de représenter un débit inférieur à 15% du débit du cours d'eau récepteur.
  - de manière diffuse sur les terrains du requérant, à condition de ne pas contenir des substances polluantes et de respecter une teneur maximale des matières en suspension de 100 mg/l. Toute évacuation diffuse sur les terrains du requérant ne doit engendrer aucun dommage à des tiers.
  - vers la canalisation pour eaux pluviales de la commune, à condition de ne pas contenir des substances polluantes et de respecter une teneur maximale des matières en suspension de 100 mg/l. Tout raccordement à la canalisation communale pour eaux pluviales est à clarifier au préalable avec l'Administration communale territorialement compétente.

En cas de besoin et afin de respecter les conditions énoncées précédemment, un bassin de décantation de capacité appropriée est à aménager.

15. Des toilettes en nombre suffisant doivent être mises à la disposition des personnes occupées sur le chantier. Les mesures suivantes sont à prendre :
  - Les eaux usées sanitaires doivent, soit être évacuées vers le réseau d'égout public pour eaux usées conformément au règlement communal sur la canalisation, soit être recueillies dans une citerne étanche dépourvue d'un trop-plein.
  - Les eaux usées de toilettes chimiques doivent obligatoirement être recueillies dans une citerne étanche dépourvue d'un trop-plein. Les produits chimiques utilisés dans des toilettes chimiques ne doivent pas contenir des substances difficilement biodégradables telles que le formaldéhyde ou des détergents cationiques.
  - Les citernes prémentionnées doivent être vidangées régulièrement et chaque fois qu'il y a nécessité par une entreprise autorisée à cet effet.

16. Le ravitaillement des engins/équipements de chantier doit se faire sur une (des) aire(s) étanche(s) aux hydrocarbures et permettant de recueillir des fuites ou pertes éventuelles.

En cas de pollution accidentelle

17. En cas de pollution accidentelle (par exemple déversement d'hydrocarbures, fuites des eaux usées, déversement de purin/lisier), des mesures immédiates sont à prendre pour éviter une migration des polluants en direction des eaux de surface et des eaux souterraines (p.ex. fermeture des vannes de sécurité, utilisation d'agglutinant d'huiles). L'Administration communale territorialement compétente, l'Administration de la gestion de l'eau (tél.: 112, [pollutions@eau.etat.lu](mailto:pollutions@eau.etat.lu)) et, si nécessaire, l'Administration des services de secours sont à informer sans délais de l'incident.

L'Administration de la gestion de l'eau doit être informée du commencement et de l'achèvement des travaux.

L'autorisation devient caduque lorsque les installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés

- n'ont pas été commencés, achevés ou mis en service dans un délai de deux ans ;
- ont chômé pendant deux années consécutives ;
- ont été détruits ou mis hors d'usage par un accident quelconque ou
- ont été déplacés ou ont subi une transformation ou extension.

Cette autorisation couvre uniquement les aspects en rapport avec la protection et la gestion des eaux. Elle ne dispense pas de l'octroi d'autres autorisations éventuellement requises par l'application d'autres textes réglementaires.

Une copie de la présente sera adressée à l'Administration Communale de Clervaux.

Luxembourg, le **16 JAN. 2018**

Pour la Ministre de l'Environnement



André Weidenhaupt  
Premier Conseiller de Gouvernement

Contre la présente décision un recours est ouvert devant le tribunal administratif qui statue comme juge du fond. Le recours doit être introduit, sous peine de forclusion, dans un délai de 40 jours à compter de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la cour.

Documents annexés :

- Mémoire explicatif et calculs hydrauliques du 04/08/2017
- Calculs hydrauliques du 27/11/2017
- Extrait de la partie graphique du PAG de la commune Clervaux
- Extrait du plan cadastral
- Plan N° 20151050-LP-U001 indice D: Modification du PAP "Marburg" (Réf. 17279/117C) approuvé le 13 juillet 2011
- Plan N° 20151166-LP-HA001 indice B : Situation projetée; vue en plan assainissement
- Plan N° 20151166-LP-HA011 indice A: Situation projetée; coupes types
- Plan N° 20151166-LP-HA002 : Situation projetée ; Vue en plan axe pluviale
- Plan n° 20151166-LP-HA011 : Situation projetée ; Coupes types

